



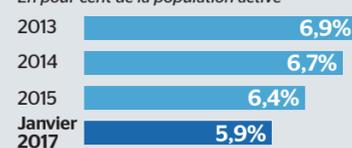
Accords commerciaux
«L'Allemagne continue à exploiter les Etats-Unis» avec un euro «sous-évalué»
Peter Navarro Nommé par Donald Trump à la tête d'un nouveau Conseil du commerce à la Maison-Blanche

Acquisitions de PME
191
Le climat d'incertitude n'a pas freiné les rachats de PME suisses en 2016. Le nombre de transactions est passé de 176 à 191 en l'espace d'un an.

Automobile
Des Benz sans pilote pour Uber
Daimler, constructeur des Mercedes-Benz, va fournir à la plate-forme américaine Uber des voitures autonomes dans les prochaines années, selon un accord dévoilé mardi.

Allemagne
Le chômage régresse
Le taux de chômage en Allemagne a touché en janvier un nouveau plus bas historique depuis la réunification du pays.

Taux de chômage en Allemagne
En pour-cent de la population active



SOURCE: ATS

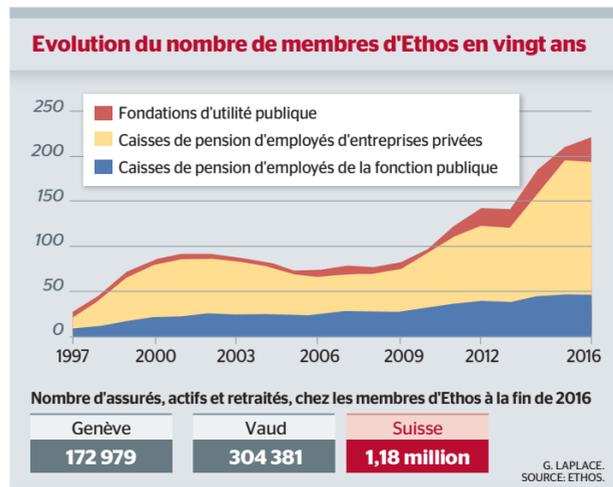
Anniversaire

Ethos fête vingt ans de savoir-faire social

La fondation genevoise célèbre deux décennies d'activités vouées au financement de retraites dignes

Philippe Rodrik

La fondation genevoise Ethos a vu le jour en février 1997, à l'issue d'une intense réflexion dans le canton de Genève. Les cadres de la bonne vieille ex-CIA (Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et fonctionnaires de l'administration du Canton de Genève) s'interrogeaient sur le fait que le portefeuille actions de cette structure restait inférieur à 1% des avoirs de prévoyance qu'elle gérait. Cette situation a déclenché la recherche



d'une allocation d'actifs obéissant à des critères de gestion durable. La mise en pratique de ce dispositif a abouti à la création d'Ethos.

Directeur de la CIA à l'époque, Dominique Biedermann est devenu en 1998 celui de la fondation, dont il préside aujourd'hui le

conseil. En prenant soin des intérêts financiers des membres, notamment en tant qu'actionnaires, Dominique Biedermann a progressivement gagné une énorme notoriété, dépassant nettement les frontières helvétiques. Notamment lorsqu'il a encouragé, avec succès le 14 avril 2010, à 17 h 48, le refus de la décharge aux ex-dirigeants d'UBS pour l'exercice 2007. Il s'agissait de Marcel Ospel, Peter Wuffli et Marcel Rohner.

Le président d'Ethos a évidemment participé au combat contre les rémunérations abusives, très en vogue à la même période. Avec succès chez Nestlé, UBS et Credit Suisse: ces trois sociétés permettent en effet à leurs actionnaires de donner leur avis sur les rétributions des dirigeants depuis le printemps 2009.

Dominique Biedermann déploierait du coup le manque d'entraînement dans le même sens des banques

cantonales genevoise et vaudoise en avril 2010: «Nous trouvons très regrettable que les deux plus grandes banques cantonales romandes n'aient pas introduit volontairement le vote consultatif sur les rémunérations.»

Le Genevois baisse en outre rarement la garde. Après le triomphe de l'initiative populaire fédérale dite «Minder» (ou «Contre les rémunérations abusives»), approuvée par 68% des votants le 3 mars 2013, Dominique Biedermann prévenait encore les citoyens et les épargnants: «A elle seule, l'initiative Minder ne permettra pas de juguler les systèmes de rétribution excessifs.»

L'automne dernier, Ethos a livré une étude au sujet des effets de l'initiative Minder sur les 204 sociétés cotées à l'indice élargi SPI (Swiss Performance Index). Conclusion de l'actuel directeur de la fondation, Vincent

Kaufmann: «En dépit de réelles améliorations, le montant absolu des rémunérations reste souvent particulièrement élevé au regard des résultats réalisés. En d'autres termes, les sociétés paient souvent trop leurs dirigeants.»

Au fil du temps, le savoir-faire financier à des fins sociales d'Ethos a suscité des adhésions de caisses de pension de tous les cantons. Afin de renforcer son expertise sur les marchés étrangers, la fondation a rejoint un réseau de partenaires d'autres pays, actifs sur plusieurs continents.

Dans ce contexte, les membres d'Ethos jouissent de conseils appropriés pour gérer un peu plus d'un quart des quelque 800 milliards de francs du deuxième pilier. En février 1997, environ 40 000 assurés, actifs ou retraités, étaient concernés. Ils sont aujourd'hui près de 1,2 million.